

Rapport de Recherche

COMITÉ : Conseil de Sécurité

PROBLÉMATIQUE : Quelles solutions pour prévenir la famine et résoudre la crise humanitaire au Yémen ?

PRÉSIDENTS : Juliane ZEEB & Jules MOREL

Quelles solutions pour prévenir la famine et résoudre la crise humanitaire au Yémen ?

MOTS-CLÉS

Conseil de sécurité : l'un des six principaux organes des Nations unies, dont la principale responsabilité est de maintenir la paix et la sécurité internationales. Il peut appeler les parties à régler leurs différends de manière pacifique, imposer des sanctions et même autoriser le recours à la force pour maintenir ou rétablir la paix et la sécurité internationales. Tous les États membres sont tenus de se conformer aux décisions du Conseil.

Yémen, officiellement la République du Yémen : pays d'Asie occidentale, à l'extrémité sud de la péninsule arabique. Il est bordé par l'Arabie saoudite au nord et par Oman au nord-est, et partage des frontières maritimes avec l'Érythrée, Djibouti et la Somalie.

Imam : un poste de direction islamique. Il est le plus souvent utilisé comme le titre d'un chef de culte d'une mosquée et d'une communauté musulmane chez les musulmans sunnites. Dans ce contexte, les imams peuvent diriger des services de culte islamique, servir de leaders communautaires et fournir des conseils religieux.

Guerre par procuration : guerre menée entre des groupes ou des petits pays qui représentent chacun les intérêts d'autres grandes puissances qui ne sont pas directement impliquées dans les hostilités mais peuvent fournir un soutien technique, financier, militaire ou diplomatique.

Sectarisme : soutien très fort au groupe religieux ou politique auquel on appartient, ce qui peut entraîner des problèmes tels que les préjugés, la discrimination et la haine entre différents groupes, et conduire à des conflits d'intensité variable. Le sectarisme peut être particulièrement dangereux lorsqu'un groupe détient plus de pouvoir au sein du gouvernement et l'utilise pour supprimer d'autres groupes politiques ou religieux.

Mouvement houthi, officiellement appelé Ansar Allah et familièrement simplement Houthis : Mouvement politique et armé islamiste qui a émergé de Saada, dans le

nord du Yémen, dans les années 1990. Le mouvement est appelé Houthis car ses dirigeants sont principalement issus de la tribu des Houthis, leur chef officiel/fondateur étant Hussein al-Houthi.

Muhamasheen : Les Al-Muhamasheen ("les marginaux") sont un groupe d'individus censés être des descendants d'esclaves africains ou de soldats éthiopiens, toujours considérés comme des "étrangers". La discrimination à leur égard a imprégné l'ensemble du système yéménite, y compris les structures administratives et les autorités locales et traditionnelles. En conséquence, ils se sont vus refuser l'accès à de nombreux droits, notamment les droits civils et politiques, sans avoir la capacité ou la conscience d'accéder à leurs droits. Suite à leur marginalisation sociale, les communautés Muhammad Sheen ont subi une histoire de violence, d'exploitation sociale et de manipulation politique.

APERÇU GLOBAL

Introduction

La République du Yémen est l'une des plus anciennes républiques de la péninsule arabique. Sa capitale est la ville de Sanaa et le président actuel du gouvernement officiel yéménite est Abd Rabbuh Mansour Al Hadi. La plupart des habitants du pays parlent l'arabe et l'islam est la religion dominante. Au fil des ans, le Yémen a été fortement touché par des problèmes et des conflits - tant internes qu'externes - dus à des intérêts contradictoires. Les guerres par procuration ont joué un rôle important dans le déclenchement des problèmes et l'exacerbation de la guerre civile. En outre, la position stratégique du Yémen dans la région a conduit les acteurs internationaux à poursuivre leurs divers intérêts pour saper le système actuel.

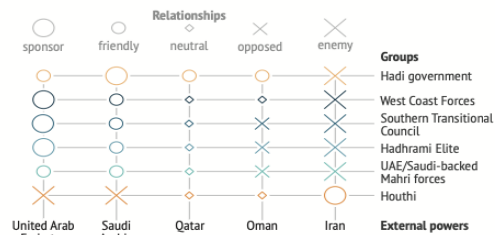
A land of competing powers

Yemen's 'militiadoms' in 2020

In the absence of a central state authority, Yemen's pattern of hybrid security governance has been substituted by multiple security providers. There are several competing centres of power struggling for dominance. Multiple 'militiadoms', that vie for influence, have evolved from hybrid military structures and have shifting relations with external powers.

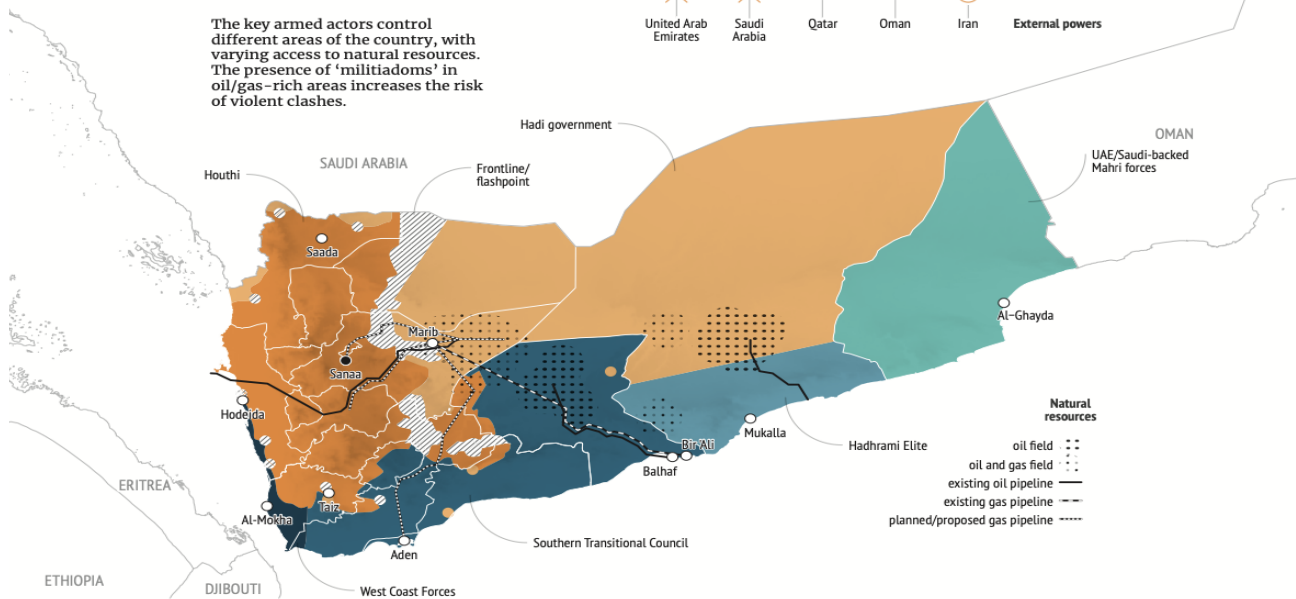
Complex alliances

Yemen's local armed actors have powerful backing from abroad, resulting in altered conflict dynamics and boosting armed groups' capabilities. The interference of external powers in Yemen reflects regional and geopolitical power struggles.



Complex territories

The key armed actors control different areas of the country, with varying access to natural resources. The presence of 'militiadoms' in oil/gas-rich areas increases the risk of violent clashes.



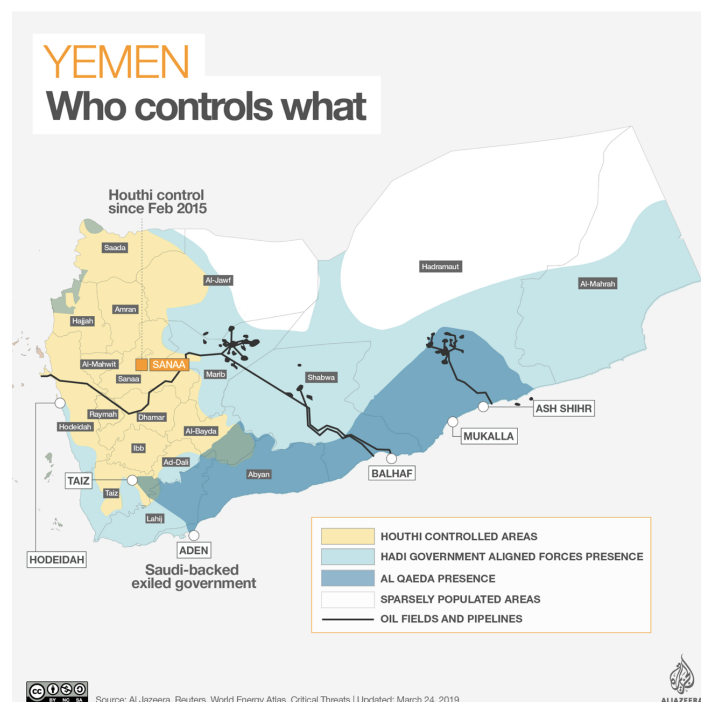
Complex times

Rather than a simple, binary war, the situation in Yemen is characterised by various layers of overlapping conflict dynamics between multiple state, non-state and external actors. As a result, most of the armed actors are engaged in several conflicts against different opponents.



Le Yémen souffre aujourd'hui d'une grande instabilité politique, d'une économie médiocre, d'une société fragmentée et de multiples autres problèmes liés au système tribal. Cela a conduit les Nations unies à le classer parmi les "États défaillants". Il est devenu une arène de combat pour d'autres pays en conflit comme l'Arabie saoudite et l'Iran (1980-88), avec une guerre sanglante par procuration qui a entraîné la mort de 130 000 personnes (soldats des trois pays), dont 12 000 citoyens. Alors que les deux États tentent d'étendre leur influence politique et religieuse dans la région, ils n'assument pas la responsabilité des conséquences désastreuses de leurs actions sur le bien-être général du pays, qu'elles soient liées au système de santé, à la pauvreté, aux déplacements ou au chômage.

La guerre civile-sectaire en cours entre le gouvernement Hadi et les Houthis a provoqué une fracture majeure dans le pays. Les pays qui sont censés aider à mettre fin au conflit ont surtout agi par intérêt personnel. La coalition saoudienne soutient le gouvernement de Hadi tandis que les Al Houthis sont financés par l'Iran. Cela a conduit à une détérioration rapide de la situation du pays.



Comment le conflit a-t-il commencé ?

Plusieurs facteurs ont accentué les divisions politiques et les clivages qui ont finalement conduit à un conflit militaire de grande ampleur.

1) Contrecoup des subventions

Sous la pression du Fonds monétaire international, qui avait accordé au Yémen un prêt de 550 millions de dollars sous conditions de réformes économiques, le gouvernement de Hadi a levé les subventions aux carburants en 2014. Le mouvement houthi, qui s'était attiré un soutien au-delà de sa base avec ses critiques de la transition onusienne, a organisé des manifestations de masse pour réclamer une baisse des prix du carburant et un nouveau gouvernement. Les partisans de Hadi et les Frères musulmans, un parti affilié, al-Islah, ont organisé des manifestations de contestation.

2) Prise de contrôle par les Houthis

Les Houthis ont capturé la majeure partie de Sanaa à la fin de 2014. Relançant un accord de paix de l'ONU, ils ont consolidé le contrôle de la capitale et ont poursuivi leur avancée vers le sud. Le gouvernement de Hadi a démissionné sous la pression en janvier 2015 et Hadi a ensuite fui en Arabie saoudite.

3) Division militaire

Les unités militaires fidèles à Saleh (premier président du Yémen) se sont alignées sur les rebelles houthis, contribuant à leur succès militaire. D'autres milices se sont mobilisées contre les forces Houthi-Saleh, s'alignant sur les militaires restés fidèles au gouvernement Hadi. Les séparatistes du Sud ont intensifié leurs appels à la sécession.

4) Intervention saoudienne

En 2015, Hadi étant en exil, Ryad a lancé une campagne militaire, principalement menée depuis les airs, pour faire reculer les Houthis et rétablir l'administration Hadi à Sanaa.

Quelles sont les parties impliquées ?

Le mouvement Houthi est apparu à la fin des années 1980 parmi les chiites zaydites du nord du Yémen. Les Zaydites sont une minorité dans ce pays à majorité sunnite, mais ils sont prédominants dans les hauts plateaux du nord, le long de la frontière saoudienne. Les Houthis sont devenus politiquement actifs après 2003, s'opposant à Saleh pour son soutien à l'invasion de l'Irak par les États-Unis, puis s'alliant avec lui après sa démission de la présidence. Cette alliance était tactique : les loyalistes de Saleh se sont opposés au gouvernement de Hadi soutenu par les Nations unies et, se sentant marginalisés dans le processus de transition, ont cherché à retrouver un rôle de premier plan au Yémen. Saleh a gagné l'allégeance de certains membres des forces de sécurité, des réseaux tribaux et de l'establishment politique du Yémen. Mais en 2017, après avoir réorienté son soutien à la coalition dirigée par l'Arabie saoudite, Saleh a été tué par les forces houthies.

L'Iran est le principal bailleur de fonds international des Houthis et leur aurait fourni un soutien militaire, notamment des armes. Le gouvernement de M. Hadi a également accusé le Hezbollah, l'allié libanais de l'Iran, d'aider les Houthis. La perception par l'Arabie saoudite que les Houthis sont un mandataire de l'Iran plutôt qu'un mouvement indigène a motivé l'intervention militaire de Riyad. Mais de nombreux spécialistes de la région affirment que l'influence de Téhéran est probablement limitée, notamment parce que les Iraniens et les Houthis adhèrent à des écoles différentes de l'islam chiite. Néanmoins, l'Iran et les Houthis partagent des intérêts géopolitiques : Téhéran cherche à contester la domination saoudienne et américaine dans la région, tandis que les Houthis s'opposent au gouvernement de Hadi, soutenu par les États-Unis et l'Arabie saoudite.

Que se passe-t-il en ce moment ?

Alors que le conflit au Yémen entre dans sa septième année, la série d'événements catastrophiques semble s'intensifier chaque jour qui passe. Divisé entre deux autorités parallèles : les Houthis au nord et le gouvernement d'Abd Rabbo Mansour Hadi au sud, le pays a été ravagé alors que les deux parties tentent désespérément de soumettre l'autre. La situation s'est encore compliquée avec l'émergence d'autres parties aux idéologies disparates, notamment Al-Qaïda et le Conseil de transition du Sud, soutenu par les Émirats arabes unis. Comme le conflit s'est transformé d'une guerre civile en une guerre par procuration du fait de l'intervention d'États étrangers, une fin immédiate à ce désastre semble peu probable. Quoi qu'il en soit, c'est la population yéménite qui continue à en faire les frais.

Le bombardement saoudien du Yémen dirigé contre la rébellion houthie et visant à contrer l'influence iranienne dans le pays a non seulement infligé des dommages irréparables au Yémen, mais a également rendu l'Arabie saoudite elle-même vulnérable aux attaques des Houthis. L'attaque du 14 septembre 2019 contre la société Saudi Aramco, revendiquée par les Houthis, a été de loin le plus grand dommage que l'Arabie saoudite ait jamais subi. En outre, par le passé, les Houthis auraient tué un grand nombre de soldats saoudiens, ce qui pourrait démontrer leurs capacités militaires considérables, qui avaient été écartées auparavant par l'Arabie saoudite.

L'ampleur des attaques témoigne également du désespoir des Houthis après cinq années de combats acharnés, sans accès à l'aide humanitaire en raison des blocus. Les attaques montrent que les Houthis ont décidé de mettre fin à la guerre par l'un des moyens disponibles :

la coercition ou la négociation. Après que le plan de paix des Houthis ait été rejeté par l'Arabie saoudite, l'attaque contre Aramco pourrait encore obliger les dirigeants saoudiens à envisager des négociations. La position de négociation de chaque partie évolue, les Houthis gagnant en puissance tandis que la coalition saoudienne est confrontée à des divisions internes et s'affaiblit donc.

Le mouvement séparatiste du Sud, également connu sous le nom de Conseil de transition du Sud (STC), s'est initialement allié au gouvernement de Hadi. Toutefois, l'objectif de chaque partie varie considérablement. Le STC lutte depuis longtemps pour que le Yémen du Sud soit indépendant du gouvernement central, alors que Hadi cherche à obtenir une autorité complète sur l'ensemble du pays. Récemment, le STC a rompu de manière concluante avec le gouvernement de Hadi et contrôle désormais Aden, la capitale temporaire du Yémen depuis 2015. Hadi a donc perdu les deux capitales, Sanaa et Aden. Bien que des négociations entre le gouvernement de Hadi - soutenu par l'Arabie saoudite - et le CTS - soutenu par les Émirats arabes unis - soient actuellement en cours, il est peu probable que le CTS renonce à sa demande de régner sur le Yémen du Sud en tant qu'État distinct. En outre, la volonté de l'Arabie saoudite de soutenir le gouvernement de Hadi a été compromise après l'attaque contre Aramco et la capture et le meurtre de centaines de soldats saoudiens en août (bien que le nombre et la nationalité des soldats restent contestés).

Dans ces circonstances, une option logique serait la division du Yémen en deux parties. Cette option a un précédent historique, puisque le Yémen moderne n'existe en tant qu'État contigu que depuis 1990. Avant cela, le Yémen a toujours été séparé entre le Nord et le Sud. Le nord a d'abord existé en tant qu'État distinct sous le régime théocratique zaïdite, puis sous un gouvernement nationaliste arabe autoritaire dans la seconde moitié du XXe siècle. Le statut d'État du sud, en revanche, est resté douteux pour deux raisons essentielles :

- La première réside dans la réalité démographique de la région. Bien que le sud représente environ 70 % du territoire du Yémen unifié, sa faible population a fait qu'il est resté sous la domination des autorités tribales, sans qu'aucun pouvoir central ne parvienne à établir son contrôle.
- Deuxièmement, l'arrivée des Britanniques à la fin du XIXe siècle a fait du sud du Yémen un protectorat britannique jusqu'en 1963. La région sud n'a donc pas connu l'expérience d'un pouvoir central. Le transfert de l'autorité politique à la population autochtone n'a eu lieu qu'en 1967, après une lutte armée contre la colonisation britannique. Néanmoins, le Yémen du Nord a continué à dominer, car il disposait de structures politiques plus sophistiquées et d'une meilleure économie pour soutenir son armée.

Une autre preuve de l'idée de diviser le Yémen est le dissensus politique qui s'est produit peu après l'unification en 1990. Comme le nord, sous la direction du président de l'époque, Ali Abdullah Saleh, tenait à consolider un maximum de pouvoir, les dirigeants du sud n'ont pas pu s'intégrer dans le nouvel appareil d'État. Cela a rapidement conduit à la déclaration d'un État du Sud distinct en 1994. Dès lors, les combats entre le gouvernement et les séparatistes ne font qu'accélérer la détérioration du pays. La révolte des Houthis, dont le but était de s'assurer une place dans l'arène politique, a encore aggravé la situation. Ainsi, depuis son unification, le Yémen n'a pas été en mesure de favoriser une société pluraliste, où les différences l'emportent sur un nationalisme unifié.

Certains ont donc considéré la partition comme la seule solution viable, susceptible de garantir la paix et d'assurer les intérêts de chaque acteur impliqué dans le conflit. Sur le plan intérieur, les Houthis ne peuvent pas progresser au-delà du nord, car ils se heurteraient à une opposition véhémente dans le sud en raison des tensions sectaires. De même, comme l'ampleur du pouvoir des Houthis dans le Nord a augmenté, il est peu probable que le gouvernement de Hadi puisse en prendre le contrôle, et même s'il reprenait le territoire, la rébellion houthie persiste. En accordant aux Houthis le contrôle du Yémen du Nord et en laissant le Yémen du Sud à une coalition composée du gouvernement de Hadi et du CTS, non seulement la perspective de la paix serait assurée, mais la lutte contre Al-Qaïda serait également plus efficace.

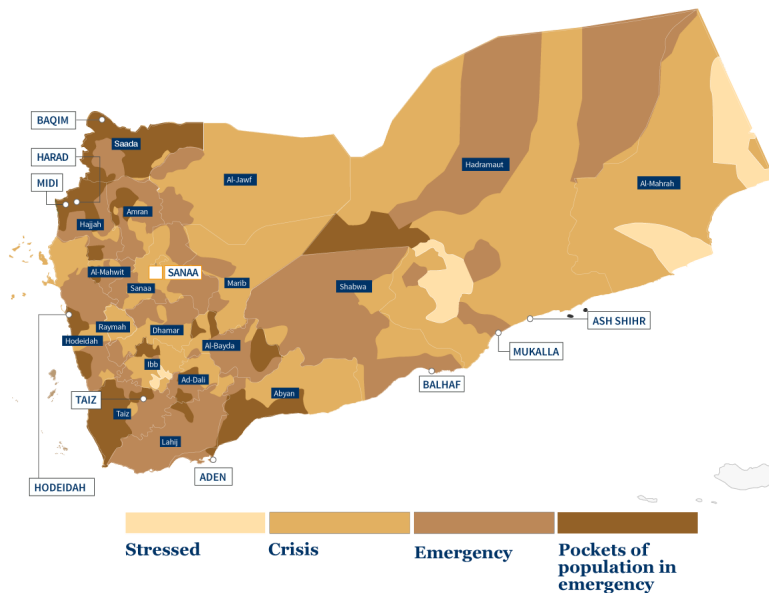
Sur le plan idéologique, les Houthis sont opposés à des factions extrémistes comme Al-Qaïda et ISIS (État islamique d'Irak et de Syrie). De même, en raison de son caractère laïc, le CTS est également opposé à ces groupes dogmatiques. Le gouvernement de Hadi comprend certaines factions islamistes comme le parti Islah, bien que toute collaboration avec Al-Qaïda soit hautement improbable. En outre, Hadi est confronté à une situation délicate en raison de l'absence de toute capitale effective, Sanaa et Aden étant gouvernées respectivement par les Houthis et le STC. La partition, en ce sens, est également vitale pour endiguer l'extrémisme au Yémen.

Enfin, l'environnement géostratégique encourage également la partition du Yémen. La résolution du conflit yéménite serait l'occasion d'un rapprochement entre l'Iran et l'Arabie saoudite, ce qui minimiserait l'instabilité régionale. En outre, comme le Yémen du Nord serait reconnu par la communauté internationale comme un État distinct sous le régime des Houthis, des contacts diplomatiques entre l'Arabie saoudite et les Houthis pourraient être établis. Cela aurait deux conséquences positives. Le premier est la protection de la frontière saoudienne et d'installations importantes comme les aéroports et les raffineries de pétrole, contre les attaques des Houthis. Le second est l'arrêt définitif des frappes aériennes saoudiennes, qui ont fait des milliers de morts. En outre, le blocus pourrait être levé et l'aide internationale pourrait suivre. Ainsi, tant au niveau national que régional, la partition du Yémen pourrait s'avérer être l'étape clé vers la paix dans une région par ailleurs extrêmement instable.

Quelles sont les conséquences humanitaires ?

Avec un taux de pauvreté supérieur à 50 %, le Yémen était le pays le plus pauvre du monde arabe avant même le conflit. Selon un récent rapport de l'ONU, plus de la moitié des

rente millions de Yéménites connaîtront une insécurité alimentaire de niveau crise d'ici à la mi-2021. Les maladies ont sévi ; les cas suspects de choléra ont atteint quelque sept cent mille en 2019. Le pays a également été touché par le COVID-19(Coronavirus Disease - 2019), bien qu'il soit difficile d'évaluer l'impact du virus, car il n'existe pas de données complètes sur les cas. De plus, comme la pandémie a eu un impact sur l'économie mondiale et a perturbé les chaînes d'approvisionnement, de nombreux pays ont réduit l'aide essentielle au Yémen. Les Nations unies ont reçu moins de la moitié des dons demandés et attendus pour le Yémen en 2020, faisant craindre une famine dans un pays où 80 % de la population dépend de l'aide humanitaire.



En novembre 2020, l'agence des Nations unies pour les réfugiés a indiqué que, depuis 2015, la guerre avait déplacé plus de trois millions de personnes, dont plus d'un million à l'intérieur du pays. La situation s'est aggravée sous l'effet du blocus terrestre, maritime et aérien imposé par les forces de la coalition depuis quatre ans, entravant l'approvisionnement vital en nourriture et en médicaments. Le Armed Conflict Location and Event Data Project (ACLED), basé aux États-Unis, a enregistré plus de cent mille décès dus au manque de nourriture, de services de santé et d'infrastructures depuis 2015.

En outre, les Nations unies ont constaté que les forces des Houthis et de la coalition ont violé le droit humanitaire international en attaquant des cibles civiles. Cela inclut la destruction par la coalition d'un hôpital géré par l'organisation humanitaire internationale Médecins sans frontières en 2015. La torture, les arrestations arbitraires et les disparitions forcées font partie des autres violations perpétrées par les deux parties.

TRAITÉS DE L'ONU ET GRANDS ÉVÉNEMENTS

26/02/2014 :

Résolution 2140, soutient la mise en œuvre des résultats du dialogue national, réaffirme la nécessité d'une mise en œuvre complète et rapide de la transition politique, et établit un régime de sanctions en vertu du chapitre VII de la Charte des Nations unies.

14/04/2015 :

Adoption de la résolution 2216 du Conseil de sécurité, qui impose un embargo ciblé sur les armes à l'encontre des individus ou entités désignés par le Comité ; désigne deux individus supplémentaires comme faisant l'objet de mesures ciblées (gel des avoirs, interdiction de voyager et embargo ciblé sur les armes) ; ajoute les violations de l'embargo ciblé sur les armes et l'obstruction à la livraison, à l'accès et à la distribution de l'aide humanitaire.

13/12/2018 :

Adoption de la résolution 2451 du Conseil de sécurité, également appelée Accords de Stockholm, qui se concentre sur trois aspects majeurs : un cessez-le-feu et un redéploiement des forces, des mesures facilitant la circulation de l'aide humanitaire, et enfin, un échange de prisonniers abordant la question des prisonniers, détenus, personnes disparues et familles séparées.

25/02/2020 :

Résolution 2511, renouvelle les sanctions contre le Yémen imposées par la résolution 2140 (2014) du Conseil de sécurité jusqu'au 26 février 2021 et la prolongation du mandat du groupe d'experts jusqu'au 28 mars 2021.

26/02/2021

Résolution 2565, soutient les efforts du Secrétaire général pour combattre le COVID et son appel à un cessez-le-feu mondial.

Quelles sont les solutions possibles à la crise ?

Malgré leur nécessité, les interventions ponctuelles dans cette crise humanitaire sont insuffisantes. Pour favoriser l'évolution vers des conditions de vie décentes pour les Yéménites

sur le long terme, parallèlement à la reconstruction d'un environnement politiquement stable, nous devons coordonner des interventions combinant aide d'urgence, soins de santé, protection des plus vulnérables et mise en place d'infrastructures fiables.

1) Prévenir les famines à grande échelle

Le Programme alimentaire mondial (PAM) a pour objectif de fournir une aide alimentaire à plus de la moitié de la population yéménite, soit environ 13 millions de personnes, chaque mois : il s'agit de sa plus grande intervention d'urgence dans le monde. Le PAM fournit également de la nourriture à 2,1 millions d'enfants. Ces efforts ont aidé de nombreux ménages à mettre de la nourriture sur la table, ce qui leur a permis de renforcer leur résilience et de passer de la survie de base à la construction d'un meilleur avenir pour eux-mêmes et leurs familles.

En outre, l'ONU donne la priorité à l'aide aux plus vulnérables, en ciblant les 1,2 million de femmes enceintes et allaitantes qui souffrent de malnutrition.

2) Améliorer l'accès aux soins de santé essentiels

Face à la pandémie, les agences des Nations unies ont adapté leur réponse d'urgence en envoyant au Yémen 43 tonnes de fournitures de laboratoire, de ventilateurs, de kits de tests, de machines à réaction en chaîne par polymérase et d'équipements de protection individuelle indispensables. Ces fournitures ont ensuite été distribuées aux hôpitaux et aux laboratoires du pays. Au début de 2020, pendant une phase critique de la pandémie, la sensibilisation s'est faite principalement sur les médias sociaux, captant l'attention du monde entier, mais ce n'est pas la seule maladie qui met les Yéménites en danger.

3) Rétablir l'accès aux services essentiels et structurels

Dans tout le pays, des pannes de courant de longue durée paralysent les efforts de développement et font des ravages dans les services essentiels tels que l'éducation, l'eau, l'assainissement et l'hygiène (WASH), et les soins de santé. La reconstruction des infrastructures du pays est essentielle à la survie du pays. L'accès à la santé passe également par le rétablissement de services essentiels tels que l'énergie, l'eau, l'assainissement et l'hygiène, les transports et la gestion des déchets.

4) Préserver la vie des femmes et des filles

Les femmes yéménites persévèrent pour trouver de nouveaux moyens de subvenir aux besoins de leur famille ; plusieurs y sont parvenues en créant leur propre petite entreprise et se sont senties autonomes. Malheureusement, l'émergence de la pandémie a coupé court à leur succès, et avec lui, le début d'une vie meilleure. En outre, le stress économique, sanitaire et social supplémentaire apporté par le COVID-19 a entraîné une augmentation des cas de violence domestique.

Compte tenu de l'impact disproportionné du conflit et de la crise sur les femmes et les filles, les équipes de l'ONU placent ces dernières au centre de leurs efforts de réponse. ONU Femmes fournit aux femmes entrepreneurs une formation professionnelle et un soutien financier pour leurs entreprises, et travaille avec ses partenaires et le gouvernement pour intégrer les besoins des femmes et des filles dans le plan national de réponse au COVID-19.

5) Protéger les plus vulnérables

Sept années de conflit ont contraint près de quatre millions de Yéménites à fuir leur foyer en quête de sécurité. Avec la montée des hostilités dans le gouvernorat de Marib au Yémen, au moins 8 000 personnes ont quitté leur foyer ces dernières semaines. Cela porte le

nombre total de déplacements dans cette partie du pays à plus de 116 000. L'Organisation internationale pour les migrations (OIM) et ses partenaires travaillent sans relâche pour répondre aux besoins de ces personnes nouvellement déplacées, notamment en mettant en place de nouvelles installations provisoires et en augmentant la disponibilité des biens distribués.

6) Soutenir les solutions diplomatiques pour restaurer la stabilité politique

Les négociations de paix soutenues par l'ONU ont fait des progrès limités. L'accord de Stockholm de 2018 a permis d'éviter une bataille dans la ville portuaire vitale de Hodeidah, mais la mise en œuvre des dispositions de l'accord, qui comprennent l'échange de plus de 15 000 prisonniers et la création d'un comité conjoint pour désescalader la violence dans la ville de Taiz, n'a guère été couronnée de succès.

En considérant le conflit yéménite comme une guerre par procuration entre l'Iran et l'Arabie saoudite plutôt que comme une guerre civile, on néglige les dynamiques locales qui sont à l'origine des combats et le fait que la stabilité à long terme du Yémen dépend de la résolution de ces tensions internes. Considérer le conflit comme un conflit bipartite (résolution 2216 du Conseil de sécurité de l'ONU) est improductif étant donné la fragmentation des forces anti-Houthi et l'implication des puissances étrangères, et bien que l'accord de Riyad ait montré un regain d'unité au sein du camp anti-Houthi, le gouvernement de Hadi a peu de prise sur les Houthis. L'implication d'un plus grand nombre de partis politiques et de groupes de la société civile pour soutenir le gouvernement dans les pourparlers de paix pourrait égaliser les chances.

BIBLIOGRAPHIE

Videos

Find here attached a playlist of videos concerning the issue at hand;

<https://www.youtube.com/playlist?list=PLDJ3jB9PHMgTEc2lBhka9Em8mlbEeBX7R>

Articles

- “Yemen can’t wait”
<https://unsdg.un.org/latest/stories/yemen-cant-wait-more-16-million-people-will-go-hungry-year>
- “Community Education Programmes”
https://www.ye.undp.org/content/yemen/en/home/stories/saving-ali_s-life-through-community-education-programmes.html
- “The World Bank In Yemen” <https://www.worldbank.org/en/country/yemen/overview>
- “How Emirates troop drawdown impacts Yemen’s war”
<https://apnews.com/article/middle-east-yemen-ap-top-news-persian-gulf-tensions-international-news-52fdfdd37cfd4d698c56878378ced692>
- “Yemen government signs power-sharing deal with separatists”
<https://www.theguardian.com/world/2019/nov/05/yemen-government-signs-power-sharing-deal-with-separatists>
- “Yemen's Houthis announce peace initiative to stop attacks on Saudi Arabia”
http://www.xinhuanet.com/english/2019-09/21/c_138408976.htm
- “Ending the Yemen war is both a strategic and humanitarian imperative”
<https://www.brookings.edu/blog/order-from-chaos/2020/11/16/ending-the-yemen-war-is-both-a-strategic-and-humanitarian-imperative/>
- “Yemen government signs power-sharing deal with separatists”
<https://www.theguardian.com/world/2019/nov/05/yemen-government-signs-power-sharing-deal-with-separatists>
- Congress and the War in Yemen: Oversight and Legislation 2015-2020
<https://fas.org/sgp/crs/mideast/R45046.pdf>
- The World Bank In Yemen <https://www.worldbank.org/en/country/yemen/overview>
- Yemen in ‘imminent danger’ of world’s worst famine in decades: UN
<https://www.aljazeera.com/news/2020/11/20/yemen-in-imminent-danger-of-worlds-worst-famine-in-decades-un>
- Security Council Press Statement on Yemen
<https://www.un.org/press/en/2021/sc14671.doc.htm>

Rapports

- UN Security Council Resolution 2216
<https://www.un.org/press/en/2015/sc11859.doc.htm>
- Yemen situation report
<https://reports.unocha.org/en/country/yemen>
- UNHCR OPERATIONAL UPDATE yemen report
<https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/Yemen%20Operational%20Update%20-20%20November.pdf>
- Final report of the Panel of Experts on Yemen
https://www.securitycouncilreport.org/atf/cf/%7B65BF9B-6D27-4E9C-8CD3-CF6E4FF96FF9%7D/S_2020_70.pdf

Illustrations

- “Who controls what” (map)
<https://www.aljazeera.com/news/2019/3/24/yemen-conflict-who-controls-what>
- “A land of competing powers”
<https://www.iss.europa.eu/sites/default/files/EUISSFiles/Brief%208%20Yemen.pdf>